



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

21 textes

SOMMAIRE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° HC 7 DIRAJ/BRE du 6 janvier 2025 portant fermeture d'un local de rétention administrative
2. Arrêté n° 25 HC/MATJS du 26 février 2025 portant délivrance du certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur en application de l'arrêté du 20 janvier 2022 relatif au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur
3. Arrêté n° HC 71 CAB/DPC/It du 27 février 2025 portant modification de l'agrément de la société Risk pour dispenser des formations SSIAP et pour organiser des examens permettant la délivrance des diplômes SSIAP (Service de sécurité incendie et d'assistance à personnes)
4. Arrêté n° HC 74 DIRAJ du 28 février 2025 portant agrément de la société de domiciliation d'entreprises « Audifi »
5. Arrêté n° HC 339 CAB/DPC/IT du 28 février 2025 fixant la liste des conseillers techniques du haut-commissaire en matière de sécurité civile, placés sous l'autorité de la direction de la protection civile du haut-commissariat

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

6. Arrêté n° 293 CM du 28 février 2025 portant vœu du gouvernement pour ériger la lutte contre la méthamphétamine en grande cause nationale 2026 et pour un renforcement du cadre répressif applicable en matière de trafic et de consommation de méthamphétamine

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

7. Arrêté n° 533 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Rosemary)
8. Arrêté n° 534 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Lilac)
9. Arrêté n° 535 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Hyacinth)
10. Arrêté n° 536 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Gardenia)
11. Arrêté n° 537 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Gypsophila)

12. Arrêté n° 538 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Azalea)
13. Arrêté n° 539 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Carnation)
14. Arrêté n° 540 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Petunia)
15. Arrêté n° 541 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Primerose)

Ministère de l'économie, du budget et des finances

16. Arrêté n° 1608 MEF du 4 mars 2025 portant délégation de signature à M. Deny FRESNEL, directeur de la commande publique

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

17. Arrêté n° 1607 MJP/DJS du 4 mars 2025 autorisant la fédération Tahitienne de Triathlon à utiliser la voie publique lors de la course intitulée « Triathlon de Tautira », prévue le 23 mars 2025

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

18. Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 20 au 21 février 2025
19. Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de février 2025
20. Direction de la construction et de l'aménagement - Avis officiel relatif à une demande d'autorisation de réaliser un lotissement OPH composé de 10 lots sur la parcelle cadastrée n° 10 section RA, sise sur l'île de Raraka de la commune de Fakarava
21. Direction de la construction et de l'aménagement - Avis officiel relatif à une demande d'autorisation de réaliser un lotissement OPH composé de 15 lots sur les parcelles cadastrées n° 15 et n° 16, section AB, sises sur l'île de Kauehi de la commune de Fakarava



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/21, Page 1/1

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 7 DIRAJ/BRE du 6 janvier 2025 portant fermeture d'un local de rétention administrative

NOR : ETA25300152AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et notamment ses articles 3 et 8 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 611-1 2°, L. 611-3, L. 612-1, L. 612-2, L. 612-3, L. 612-6, L. 612-10, L. 612-12, L. 613 1 à L. 613-4, L. 614-1, L. 711-1, L. 711-2, L. 721-3 à L. 721-5, L. 722-3, L. 722 7 et R. 613-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 121-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 692 DIRAJ/BRE du 31 décembre 2024 portant création et ouverture d'un local de rétention administrative ;

Considérant que l'ouverture du local de rétention administrative à caractère temporaire créé sur le bateau dénommé « Raymi », propriété de M. PESQUERA RAYMI, immatriculé 9024619, amarré au quai TCI pêche à Motu Uta, Papeete, ne se justifie plus,

Arrête :

Article 1er

Le local de rétention administrative à caractère temporaire créé sur le bateau dénommé « Raymi », propriété de M. PESQUERA RAYMI, immatriculé 9024619, amarré au quai TCI pêche à Motu Uta, Papeete, est fermé à compter du 2 janvier 2025.

Art. 2

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République, la direction territoriale de la police nationale et le service territorial de la police aux frontières de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française,
Éric SPITZ



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/21, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 25 HC/MATJS du 26 février 2025 portant délivrance du certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur en application de l'arrêté du 20 janvier 2022 relatif au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur

NOR : ETA25300150AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code du sport, notamment les articles L. 212-1 et suivants, R. 212-1 et suivants, D. 212-11 et suivants, A. 212-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. SPITZ (Éric) ;

Vu l'arrêté du 20 janvier 2022 relatif au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur ;

Vu la convention n° 87-19 du 26 décembre 2019 modifiée entre l'État et la Polynésie française relative à la jeunesse, au sport et à la vie associative ;

Vu l'arrêté HC n° 1213 DMME/BRHT/tto du 31 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Anna NGUYEN, cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 16 HC/MATJS du 13 février 2025 portant nomination des membres du jury du certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur prévu à l'article 7 de l'arrêté du 20 janvier 2022 relatif au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur ;

Vu le procès-verbal du jury du certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur en date du 24 février 2025 établi à l'issue d'une formation suivie d'une évaluation organisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 janvier 2022 relatif au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur ;

Sur proposition de la cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er

Le Certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur (CAEPMNS) est délivré aux personnes dont les noms suivent :

Mme Maude BERNARD	CAEP-MNS	n° 987.25.01
M. Christophe BOULHOL	CAEP-MNS	n° 987.25.02
M. Philippe CALMELS	CAEP-MNS	n° 987.25.03
Mme Laure COSTES	CAEP-MNS	n° 987.25.04
M. Stéphane FAIVRE-CHEVRIER	CAEP-MNS	n° 987.25.05
Mme André GUILLAUME	CAEP-MNS	n° 987.25.06
M. Fabien HOUETTE	CAEP-MNS	n° 987.25.07
Mme Florence JACQUIER	CAEP-MNS	n° 987.25.08
M. Dayne JEZEQUEL	CAEP-MNS	n° 987.25.09
Mme Paul LANG	CAEP-MNS	n° 987.25.10
M. Taaroa-Arii NATUA	CAEP-MNS	n° 987.25.11
Mme Véronique THOMAS	CAEP-MNS	n° 987.25.12

Art. 2

La cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le chef de la mission d'appui technique jeunesse et sport sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : pour la cheffe de la mission d'appui technique jeunesse et sport et par délégation,
Christophe COMBETTE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/21, Page 1/1

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 71 CAB/DPC/It du 27 février 2025 portant modification de l'agrément de la société Risk pour dispenser des formations SSIAP et pour organiser des examens permettant la délivrance des diplômes SSIAP (Service de sécurité incendie et d'assistance à personnes)

NOR : ETA25300151AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2016 modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 7751 CAB/DPC du 22 octobre 2021 modifié portant agrément de la société Risk pour dispenser des formations SSIAP et pour organiser des examens permettant la délivrance des diplômes SSIAP (Service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) ;

Vu la demande de la société Risk par courriel du 6 février 2025 d'intégrer deux formateurs ponctuels au sein de la société ;

Vu la lettre d'engagement de participation aux formations de Mme Temarama TEPEHU et de M. Ludovic IRITI en date du 28 janvier 2025 ;

Sur proposition de la directrice de cabinet,

Arrête :

Article 1er

Conformément à l'article 4 de l'arrêté d'agrément susvisé, la liste et les qualifications des formateurs avec engagement de participation aux formations pour le compte de la société Risk, sont complétées par l'arrivée de Mme Temarama TEPEHU et de M. Ludovic IRITI, tous les deux titulaires d'un SSIAP 2, qui interviendront ponctuellement sur les formations.

Art. 2

Les autres articles de l'arrêté d'agrément restent sans changement.

Art. 3

La directrice du cabinet du haut-commissaire et la directrice de la protection civile sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice de cabinet,
Emilia HAVEZ



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/21, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 74 DIRAJ du 28 février 2025 portant agrément de la société de domiciliation d'entreprises « Audifi »

NOR : ETA25300154AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 103 à 117 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie ;

Vu le code de commerce, en particulier ses articles L. 123-11-2 et suivants ainsi que R. 123-166-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

Vu l'ordonnance n° 2009-865 du 15 juillet 2009 relative à l'application à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles de Wallis et Futuna, de l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 susmentionnée ;

Vu le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la commission nationale des sanctions ;

Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ;

Vu la demande formulée par les dirigeants de la société « Audifi » le 16 janvier 2025 ;

Considérant la complétude du dossier déposé et notamment les attestations d'honorabilité des dirigeants et associés ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République,

Arrête :

Article 1er. — Agrément

La société « Audifi », siège social et adresse des locaux : Immeuble Fare Ute Center, rue Francis-Puara-Cowan, Papeete, dont les dirigeants sont MM. Frédéric DELSOL, Mohcen BEN AMARA et Guillaume LANSUN, est agréée pour l'exercice de l'activité de domiciliataire d'entreprises.

Art. 2. — Durée de l'agrément

Le présent agrément est délivré pour une durée de six ans à compter de sa date de notification. Il peut être suspendu pour une durée de six mois au plus ou retiré dans les conditions prévues à l'article R. 123-166-5 du code de commerce.

Art. 3. — Obligations de la société

La société devra notamment déclarer au haut-commissaire, dans un délai de deux mois, tout changement substantiel concernant les données principales présentées dans le dossier de demande d'agrément initial.

Art. 4. — Exécution

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/21, Page 1/4

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 339 CAB/DPC/IT du 28 février 2025 fixant la liste des conseillers techniques du haut-commissaire en matière de sécurité civile, placés sous l'autorité de la direction de la protection civile du haut-commissariat

NOR : ETA25300153AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française, ratifiée par la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 (article 20) ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 28 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2022 du ministère de l'intérieur portant nomination de Mme Emilia HAVEZ, inspectrice de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale, en qualité de directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 337 CABINET/DPC/ah du 13 juin 2023 fixant la liste des conseillers techniques du haut-commissaire en matière de sécurité civile, placés sous l'autorité de la direction de la protection civile du haut-commissariat ;

Vu les mises à disposition des personnels affectés à la direction de la protection civile du haut-commissariat ;

Sur proposition de la directrice de la protection civile,

Arrête :

Article 1er

La liste des conseillers techniques du haut-commissaire en matière de sécurité civile, placés sous l'autorité de la direction de la protection civile du haut-commissariat, s'établit comme suit :

Gestion de crise, conduite et commandement opérationnel :

De niveau « site »	
Colonelle Cécile MACAREZ	Direction de la protection civile
Colonel Cédric RIGOLLET	Direction de la protection civile
De niveau « colonne »	
Commandant Jérémy POUSSAC	Direction de la protection civile
Lieutenant de vaisseau Benjamin SOTO	Direction de la protection civile
Lieutenant Ismaël HEO MOUN	Centre de gestion et de formation
Capitaine Sergio BORDES	CIS de Papeete
Lieutenant Giovanni GIL	CIS de Taravao - Taiarapu-Est
De niveau « groupe »	
Lieutenant Xavier BONNET	Centre de traitements des appels - Arue
Lieutenant Ismaël HEO MOUN	Centre de gestion et de formation et CIS de Mahina
Lieutenant Charles VANAA	CIS de Faa'a
Adjudant Wilfrid TIAIHO	CIS de Faa'a
Adjudant Georges BUCHIN	CIS de Faa'a
Capitaine Romuald LAI	CIS de Huahine
Lieutenant Richard HAUPUNI	CIS de Mahina
Adjudant Dimitri TERII	CIS de Moorea-Maiao
Adjudant Roland TUAIRA	CIS de Moorea-Maiao
Lieutenant Roboam DOMINGO	CIS de Paea
Adjudant Joseph TARINA	CIS de Papara
Capitaine Sergio BORDES	CIS de Papeete
Lieutenant Carl TAURU	CIS de Papeete
Major Samuel ROSCOL	CIS de Papeete
Major René DEVENDEVILLE	CIS de Pirae
Major Stéphane LUU DINH	CIS de Pirae
Major Cyril CHERVY	CIS de Punaauia
Major Mataira TERIIPAIA	CIS de Punaauia
Lieutenant Jacquie AHINI	CIS de Punaauia
Lieutenant Giovanni GIL	CIS de Taravao - Taiarapu-Est
Adjudant Manoa CHUNG	CIS de Taravao - Taiarapu-Est
Lieutenant Gaston TUNOA	CIS de Teva I Uta

Techniques opérationnelles incendies urbains et industriels :	
Colonelle Cécile MACAREZ	Direction de la protection civile
Colonel Cédric RIGOLLET	Direction de la protection civile
Feux de forêts et d'espaces naturels :	
Colonelle Cécile MACAREZ	(FDF IV) - Direction de la protection civile
Commandant Jérémy POUSSAC	(FDF IV) - Direction de la protection civile
Lieutenant de vaisseau Benjamin SOTO	(FDF IV) - Direction de la protection civile
Interventions à bord des navires et des bateaux :	
Lieutenant de vaisseau Benjamin SOTO	(IBNB) - Direction de la protection civile
Secours en milieu périlleux (SMP) :	
Commandant Jérémy POUSSAC	(IMP III) - Direction de la protection civile
Major Samuel ROSCOL	(IMP III) - GRIMP
Hélicoptère avec hélicoptère inter-administrations :	
Commandant Jérémy POUSSAC	Direction de la protection civile
Risques chimiques :	
Colonelle Cécile MACAREZ	(RCH III) - Direction de la protection civile
Colonel Cédric RIGOLLET	(RCH III) - Direction de la protection civile
Commandant Jérémy POUSSAC	(RCH III) - Direction de la protection civile
Risques radiologiques et nucléaires :	
Colonel Cédric RIGOLLET	(RAD IV) - Direction de la protection civile
Colonelle Cécile MACAREZ	(RAD III) - Direction de la protection civile
Sauvetage-déblaiement :	
Commandant Jérémy POUSSAC	(SDE III) - Direction de la protection civile
Lieutenant de vaisseau Benjamin SOTO	(SDE III) - Direction de la protection civile
Adjudant-chef Erwan LE FRANC	(SDE III)
Sauvetage aquatique :	
Adjudant Georges BUCHIN	(SAV III) - CIS de Faa'a
Secourisme :	
Sergent-chef Heifara CROS	Instructeur de secourisme - CIS de Teva I Uta

Art. 2

Cette liste est établie pour deux ans à partir de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie. Elle peut faire l'objet d'une adaptation en tant que de besoin.

Art. 3

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 4

Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet du haut-commissaire, la directrice de la protection civile et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice de cabinet,
Emilia HAVEZ



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 293 CM du 28 février 2025 portant vœu du gouvernement pour ériger la lutte contre la méthamphétamine en grande cause nationale 2026 et pour un renforcement du cadre répressif applicable en matière de trafic et de consommation de méthamphétamine

NOR : SGG25200407AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 20 février 2025 à Raivavae,

Arrête :

Article 1er

Le gouvernement de la Polynésie française formule le vœu que la lutte contre la méthamphétamine et contre toutes les formes d'addiction soit érigée en grande cause nationale 2026.

Art. 2

Le gouvernement de la Polynésie française formule également le vœu que le Gouvernement national renforce le cadre répressif applicable en matière de trafic de stupéfiant et particulièrement de méthamphétamine.

Art. 3

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 533 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Rosemary)

NOR : SDT25502080AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNEVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Rosemary), PY 40281 PL, n° CIN FR-CATBL170G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 534 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Lilac)

NOR : SDT25502084AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifiée portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Lilac), PY 40280 PL, n° CIN FR-CATBL169G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 535 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Hyacinth)

NOR : SDT25502085AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNEVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Hyacinth), PY 40 279 PL, n° CIN FR-CATBL168G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 536 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Gardenia)

NOR : SDT25502114AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNEVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Gardenia), PY 40278 PL, n° CIN FR-CATBL144C323.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 537 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Gypsophila)

NOR : SDT25502115AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNEVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Gypsophila), PY 40 283 PL, n° CIN FR-CATBG138G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 538 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Azalea)

NOR : SDT25501922AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifiée portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Azalea), PY 40276 PL, n° CIN FR-APYCS181F323.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 539 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Carnation)

NOR : SDT25502048AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la société pour son navire à voile (Carnation), PY 40 277 PL, n° CIN FR-APYCS185G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 540 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Petunia)

NOR : SDT25502059AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNEVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Petunia), PY 40275 PL, n° CIN FR-APYCS183G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/21, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 541 PR du 3 mars 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SARL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Primerose)

NOR : SDT25502076AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des membres professionnelles de la commissions consultatives de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 11 décembre 2024 de la SARL Dream Yacht Tahiti représentée par M. Frédéric BANNEVILLE ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 736 PR/SDT du 5 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SARL Dream Yacht Tahiti pour son navire à voile (Primerose), PY 40 274 PL, n° CIN FR-APYCS184G324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/21, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 1608 MEF du 4 mars 2025 portant délégation de signature à M. Deny FRESNEL, directeur de la commande publique

NOR : DCO25502122AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2227 CM du 4 octobre 2021 modifié portant création et organisation de la direction de la commande publique ;

Vu l'arrêté n° 1719 CM du 25 août 2022 portant nomination de M. Deny FRESNEL en qualité de directeur de la commande publique ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 15 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à M. Deny FRESNEL, directeur de la commande publique, à l'effet de signer au nom du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3 et 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2

M. Deny FRESNEL, directeur de la commande publique, est en outre habilité à signer, au nom du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, les actes concernant :

1° La gestion courante des agents placés sous son autorité, notamment les congés de toute nature et autorisations d'absence réglementaires, la gestion des formations ;

2° L'avancement et les notations des agents du service ;

3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme, infligées aux agents placés sous son autorité ;

- 4° Les ordres de déplacement à l'intérieur du pays, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité ;
- 5° La prise en charge des frais de transport et des bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° La préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés liés à la gestion du service placé sous son autorité et à la mise en œuvre des missions confiées, dans la limite de 35 000 000 F CFP HT (trente-cinq-millions de francs CFP hors taxes) ;
- 7° Les bons de commande pris en exécution des marchés à bons de commande liés à la gestion du service placé sous son autorité et à la mise en œuvre des missions confiées dont le montant est supérieur à 35 000 000 F CFP HT (trente-cinq-millions de francs CFP hors taxes) ;
- 8° L'engagement et la liquidation des dépenses du service ;
- 9° Les convention de stage non rémunéré des étudiants relevant du second degré et dont la durée n'excède pas 2 mois.

Art. 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Deny FRESNEL, délégation de signature est donnée pour l'ensemble des actes prévus par le présent arrêté à M. Gilles LORPHELIN, chef de service adjoint.

Art. 4

L'arrêté n° 10775 MEF du 29 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Deny FRESNEL, directeur de la commande publique, est abrogé.

Art. 5

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2025.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,
Warren DEXTER



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/21, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 1607 MJP/DJS du 4 mars 2025 autorisant la fédération Tahitienne de Triathlon à utiliser la voie publique lors de la course intitulée « Triathlon de Tautira », prévue le 23 mars 2025

NOR : SJS25502586AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 163 CM du 13 février 2025 portant nomination de M. Laurent HEINIS en qualité de directeur de la jeunesse et des sports par intérim ;

Vu l'arrêté n° 1344 MJP du 21 février 2025 portant délégation de signature à M. Laurent HEINIS, directeur de la jeunesse et des sports par intérim ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Tautira en date du 20 février 2025 relatif à l'organisation de la course intitulée « Triathlon de Tautira », prévue le 23 mars 2025 ;

Vu la demande d'autorisation de la fédération Tahitienne de Triathlon adressée à la direction de la jeunesse et des sports, en date du 27 février 2025,

Arrête :

Article 1er

La fédération Tahitienne de Triathlon est autorisée à utiliser la voie publique, notamment la route territoriale RT3, dans les conditions fixées par le maire de la commune de Tautira, pour la course intitulée « Triathlon de Tautira », prévue le 23 mars 2025, de 6 h 30 à 13 h.

Art. 2

Le directeur de la jeunesse et des sports p.i. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2025.

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, et par délégation : le directeur de la jeunesse et des sports p.i.,

Laurent HEINIS



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/21, Page 1/3

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION
ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
Avis officiels

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 20 au 21 février 2025

COMMUNE DE ARUE			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA	TRAVAUX AUTORISÉS LE 21 FÉVRIER 2025		
21-138-6	M. Marutea TAAROA	sur la parcelle cadastrée n° 10, section H (terre domaine Pihaatae parcelle lot 4) sise à Arue	travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (2e prorogation)

COMMUNE DE FAAA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
24-1111-4	La commune de Faa'a représentée par M. Oscar TEMARU mandataire : H20 Ingenierie représentée par M. Jean-Michel GROS	sur la parcelle cadastrée n° 194, section S terre Faretara 2 - Mouatiaoro - Teahara lot A4 partie, sise à Faa'a	pour des travaux de construction d'une clôture
24-1115-3	La commune de Faa'a représentée par M. Oscar TEMARU mandataire : H20 Ingenierie représentée par M. Jean-Michel GROS	sur la parcelle cadastrée n° 878, section S lotissement Oremu, sise à Faa'a	pour des travaux de construction d'une clôture

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
24-853-2	Mme Faimano MERETA et M. Moana MERETA	sur la parcelle cadastrée n° 26, section HE terre Pahonu partie), sise à Haapiti	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
24-888-3	Mme Nouchka DIEUDONNE	sur la parcelle cadastrée n° 111, section HS domaine Oio lot B7 lot B2, sise à Haapiti	pour des travaux de construction de deux (2) maisons d'habitation

COMMUNE DE PAEA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
24-1073-5	Mme Steline, Vaitea TEORE mandataire : Mme Anavai'tea SAMUELA	sur la parcelle cadastrée n° 521, section AE terre Terurua surplus, sise à Paea	pour des travaux de construction d'un bungalow
	TRAVAUX AUTORISÉS LE 21 FÉVRIER 2025		
24-854-2	Mme Noemie RAMBEAU et M. Benjamin LEFEVRE mandataire : Ei ATR Projet représentée par M. Andrew TROPHIME	sur la parcelle cadastrée n° 350, section AA terre Faaimaninihihi et Teuruaeva lot 3 partie lot C, sise à Paea	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation

COMMUNE DE PAPARA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
24-1063-4	Mme Laura ANTALOVSKY mandataire : SARL Phebus Polynésie représentée par M. Laurent VAUTHIER	sur la parcelle cadastrée n° 161, section CM domaine Taharuu lot 12 - parcelle B - lot B2 - lot 2, sise à Papara	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation
	TRAVAUX AUTORISÉS LE 21 FÉVRIER 2025		
24-1135-4	Mme Bellinda HART	sur la parcelle cadastrée n° 196, section AZ domaine Taharuu parcelle lot 9 - lot B, sise à Papara	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation

COMMUNE DE PUNAAUIA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
25-64-2	Mme Flora AVAEORU épouse TARUOURA et M. Raimana TARUOURA	sur la parcelle cadastrée n° 1144, section CD lot 767 du lotissement Miri, sise à Punaauia	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (R-1) et d'une clôture

COMMUNE DE ARUTUA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA.TG	TRAVAUX AUTORISÉS LE 21 FÉVRIER 2025		
24-880-3	M. Steve POMMIER	sur la parcelle cadastrée n° 135, section H terre îlot Tepurahui-Matarefa parcelle, sise à Arutua	pour des travaux de construction de deux (2) maisons d'habitation kit OPH (F3) et (F5)

COMMUNE DE FAKARAVA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA.TG	TRAVAUX AUTORISÉS LE 21 FÉVRIER 2025		
24-890-3	Direction de la santé publique représentée par Mme Romina MA	sur la parcelle cadastrée n° 62, section AH terre sans nom lot A, sise à Fakarava	pour des travaux de construction d'un logement de fonction de type OPH

COMMUNE DE MANIHI			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA.TG	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
24-699-3	Mme Linada, Raita RAGIVARU	sur la parcelle cadastrée n° 165, section H terre Tearamahipa 11, sise à Manihi	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

COMMUNE DE RANGIROA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
DCA.TG	TRAVAUX AUTORISÉS LE 20 FÉVRIER 2025		
24-838-3	Mme Hélène TIAHAU mandataire : Mme Herenui HAUARIKI	sur la parcelle cadastrée n° 31, section BA terre Tepuaie partie, sise à Mataiva	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/21, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de février 2025

N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie Volume
24-127	24-127-3 PR/ DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	04/02/2025	Mme Marie-Yannick, Pauatini SCALLAMERA	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3 en pignon	75 m²
24-138	24-138-2 PR/ DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	07/02/2025	Mme Marie- Antoinette PIOKOE	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F2	55 m²
24-139	24-139-2 PR/ DCA.MARQ	Hiva Oa	Puamau	07/02/ 2025	Mme Vaiata, Jolina, Mahitete, Rose-Marie KAIMUKO	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-140	24-140-3 PR/ DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	12/02/ 2025	M. Rodolphe AHUTOHEI	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3 PMR	80 m²
25-004	25-004-3 PR/ DCA.MARQ	Ua Huka	Vaipae	10/02/ 2025	Mme Tatiana SORIN	Projet de construction d'une maison d'habitation de type F3 sur deux niveaux	65 m²
25-008	25-008-2 PR/ DCA.MARQ	Ua Huka	Haakuti	05/022025	M. Teikitohetoua AH-LO	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
25-010	25-010-2/PR/ DCA.MARQ	Ua Pou	Hakahau	05/02/2025	M. Henri, Maui KOHUMOETINI	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F2	75 m²
25-011	25-011-2 PR/ DCA.MARQ	Ua Pou	Hakamaii	06/02/2025	Mme Madeleine TATA	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F4	95 m²
25-012	25-012-2 PR/ DC.MARQ	Ua Pou	Hakahau	07/02/2025	Mme Marinella, Utaku TEIKIEHUPOKO	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/21, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

Direction de la construction et de l'aménagement - Avis officiel relatif à une demande d'autorisation de réaliser un lotissement OPH composé de 10 lots sur la parcelle cadastrée n° 10 section RA, sise sur l'île de Raraka de la commune de Fakarava

La direction de la construction et de l'aménagement a été saisie par l'Office polynésien de l'habitat, représenté par M. Mike AH TCHOY, d'une demande d'autorisation de réaliser un lotissement composé de 10 lots sur la parcelle cadastrée n° 10 section RA, sise sur l'île de Raraka de la commune de Fakarava.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations à la direction de la construction et de l'aménagement (au niveau de la cellule travaux immobiliers situé au premier étage du bâtiment A1) où le dossier peut être consulté sur demande.

Les observations et avis seront reçus pendant 1 mois à compter de la date de la présente publication.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/21, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

Direction de la construction et de l'aménagement - Avis officiel relatif à une demande d'autorisation de réaliser un lotissement OPH composé de 15 lots sur les parcelles cadastrées n° 15 et n° 16, section AB, sises sur l'île de Kauehi de la commune de Fakarava

La direction de la construction et de l'aménagement a été saisie par l'Office polynésien de l'habitat, représenté par M. Mike AH TCHOY, d'une demande d'autorisation de réaliser un lotissement composé de 15 lots sur les parcelles cadastrées n° 15 et n° 16, section AB, sises sur l'île de Kauehi de la commune de Fakarava.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations à la direction de la construction et de l'aménagement (au niveau de la cellule travaux immobiliers situé au premier étage du bâtiment A1) où le dossier peut être consulté sur demande.

Les observations et avis seront reçus pendant 1 mois à compter de la date de la présente publication.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 50 du 4 mars 2025 :
e89691f30b70fc841c97549445dcc95283804319589e52e7b48ddc08dec8dbe1
- Empreinte numérique du JOPF n° 49 du 3 mars 2025 :
0f36bc3c4b12a0d0d0fb7fdd75d0c4e575b0dd1e20b40394346efb456268178c
- Empreinte numérique du JOPF n° 48 du 28 février 2025 :
27f78e0b7dd3ca12890e28d97cb8ea3cc52a364a6d57611ceb1c66d09c5795ca
- Empreinte numérique du JOPF n° 47 du 28 février 2025 :
64a67502d87eeffff734c15ca10da46b667d4cfabca5b6969b14827340dcfa7
- Empreinte numérique du JOPF n° 46 du 27 février 2025 :
3a4ea9b87cc921fb53c41efd673fccbf52ad83407f3ba30a6ecd493af135edc

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER